

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
DES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL INTERENTREPRISES

Accord du 22 février 2024
portant sur les rémunérations minimales annuelles garanties

PRESANSE

d'une part,

La Fédération Santé et Sociaux
(CFDT),

La Fédération Française de la Santé,
de la Médecine et de l'Action Sociale
(CFE-CGC),

La Fédération de la Santé et de l'Action sociale
(CGT),

La Fédération des Employés et Cadres
(CGT-FO),

Le Syndicat National des Professionnels de la Santé au Travail
(SNPST),

d'autre part,

ont convenu ce qui suit :

Article 1 – Champ d'application

Le présent accord s'applique aux Services de prévention et de santé au travail interentreprises, y compris ceux comprenant moins de 50 salariés, et s'effectue dans le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Article 2 – Revalorisation des rémunérations minimales annuelles garanties

Conformément à l'article 21 de la Convention collective nationale des Services de santé au travail interentreprises, après négociation, les rémunérations minimales annuelles garanties sont revalorisées, toutes classes confondues, de 2,7 %, par rapport à celles

MD
CA ST ACP

indiquées dans l'Accord du 18 janvier 2023 portant sur les rémunérations minimales annuelles garanties, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Ainsi, les rémunérations minimales annuelles garanties s'établissent conformément au tableau ci-après :

<u>CLASSES</u>	<u>REMUNERATION MINIMALE ANNUELLE GARANTIE APPLICABLE AU 1^{ER} JANVIER 2024</u>
1	22 929
2	22 929
3	23 387
4	23 855
5	24 332
6	25 062
7	25 814
8	26 638
9	27 596
10	28 591
11	29 619
12	30 686
13	31 790
14	32 935
15	34 121
16	35 349
17	36 622
18	37 939
19	39 305
20	69 575
21	78 802

Par ailleurs, conformément à l'article 3-1 de l'annexe réglant les dispositions particulières aux cadres, au 1^{er} janvier 2024, la garantie d'évolution des rémunérations minimales annuelles du personnel cadre se présente comme suit :

**Garantie d'évolution des rémunérations minimales annuelles du personnel cadre
au 1^{er} janvier 2024**

Nombre d'année de présence dans le SPSTI	% d'augmentation des rémunérations minimales annuelles	Classe 14	Classe 16	Classe 19	Classe 20	Classe 21
Entrée dans le SPSTI		32 935	35 349	39 305	69 575	78 802
					73 054	
2	5%	34 581	37 116	41 271	76 706	82 742
5	10%	36 228	38 884	43 236		86 682
10	15%	37 875	40 651	45 201		90 622
15	18%	38 863	41 712	46 380		92 986
21	21%	39 851	42 772	47 559		95 350

Article 3 : Entreprises de moins de 50 salariés

Le présent accord ne comporte pas de stipulation spécifique pour les Services de prévention et de santé au travail interentreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où ses dispositions sont applicables à tous les Services.

Article 4 – Dépôt et extension

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du Code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du Code du travail.

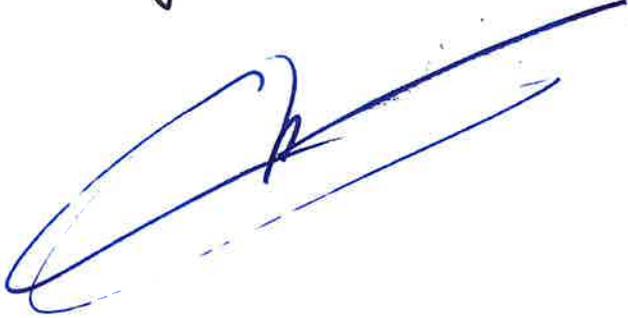
Présanse accomplira les formalités nécessaires, afin d'obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 22 février 2024

md
ACP
CA
ST

Pour le représentant des employeurs,
PRESANSE

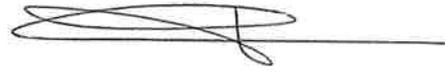
Maurice Durieux



Pour les Organisations syndicales,

La Fédération Santé et Sociaux
(CFDT)

Testud Sonia



La Fédération Française de la Santé,
de la Médecine et de l'Action Sociale
(CFE-CGC)

ABRAHAM Céline



La Fédération de la Santé et de l'Action sociale
(CGT)

Le Picouffe Anthony



La Fédération des Employés et Cadres
(CGT-FO)

Le Syndicat National des Professionnels
de la Santé au Travail
(SNPST)